

Quand l'inaction administrative se paye en agressions



Mont-de-Marsan, le 16/07/2026

Ce lundi 13 juillet, lors de l'ouverture d'une cellule à la MA1, un détenu a soudainement agressé l'officier en lui portant un violent coup de poing au niveau du gilet pare-lames. Les agents présents ont immédiatement refermé la porte pour sécuriser la zone, avant l'intervention des ELSP. Malgré leurs équipement de protection, le détenu s'est violemment jeté sur leur bouclier lors de sa prise en charge. Grâce au sang-froid et au professionnalisme des agents, l'agresseur a finalement été maîtrisé et placé au quartier disciplinaire.

Face à cette lâche agression, l' **UFAP UNSa Justice** apporte tout son soutien aux collègues ciblés. Notre organisation syndicale félicite l'ensemble des personnels de la **MA1** et des **ELSP** pour leur réactivité, leur professionnalisme et leur engagement qui ont permis d'éviter un drame encore plus grave.

Cette agression n'a malheureusement rien d'une surprise. Depuis plusieurs semaines, notre organisation syndicale alerte la direction sur le profil psychiatrique particulièrement inquiétant de ce détenu MOS, maintenu en détention ordinaire au rez-de-chaussée faute de place à l'isolement.

Pris en charge en configuration "2+1", l'individu cherchait constamment l'affrontement et avait déjà été aperçu avec une lame dissimulée entre les doigts. Face au danger, l'officier de la MA1 avait même dû adapter la distribution des repas en barquettes pour limiter les sortie de cellule.

Lors du CSA du 1er juillet, la présidente avait pourtant annoncé son transfert. Rien n'a été fait.

Jeudi 09 lors service de nuit, un autre détenu MOS a pu être transféré en urgence de Bordeaux-Gradignan vers Mont-de-Marsan en quelques heures à peine après de graves incidents. Constat amer : lorsqu'il s'agit de faire entrer un profil ultra-dangereux dans notre établissement, les procédures d'urgence fonctionnent. Mais lorsqu'il faut en faire sortir un pour protéger les personnels, la machine administrative se grippe... **jusqu'à l'agression.**

Fallait-il vraiment attendre ce passage à l'acte pour agir ? Pour l' **UFAP UNSa Justice**, **c'est inadmissible.**

L' UFAP UNSa Justice exige :

- Le transfert sans délai de ce détenu vers une structure adaptée à son profil.
- Une véritable politique de gestion des détenus MOS à l'échelle de la DISP.
- Que la sécurité des personnels devienne enfin la priorité absolue de l'administration.

Les alertes de l' UFAP UNSa Justice étaient connues. Elles n'ont pas été entendues. Aujourd'hui, les faits leur donnent malheureusement raison. Les personnels n'attendent plus des promesses, mais des actes.

Pou le bureau local
UFAP UNSa Justice
Dimitry Penalba